

PREFACE

Selon la définition des Nations unies (« personne née dans un autre pays que celui où elle réside »), en 2015, l'immigration en France représente 7,85 millions de personnes, soit 11,9 % de la population totale (66,2 millions), dont 5,3 millions (8 %) nées hors d'Europe^{2,3}. Elle se classe ainsi au cinquième rang mondial pour le nombre d'immigrés, derrière les États-Unis (45,8 millions), la Russie (11), l'Allemagne (9,8) et l'Arabie saoudite (9,1), devant les Émirats arabes unis (7,8) et le Royaume-Uni (7,8). En proportion de la population totale, la France (11,9 %) se situe à un niveau comparable aux autres pays européens : derrière le Luxembourg (43,3 %), la Suisse (24,9 % en 2016⁴) la Suède (15,9 %), l'Irlande (15,9 %), l'Autriche (15,7 %), l'Espagne (13,8 %), le Royaume-

Uni (12,4 %), l'Allemagne (11,9 %), mais devant l'Italie (9,4 %)5.

Selon la définition de l'Insee (« personne née étrangère à l'étranger et résidant en France »), en 2018 les immigrés sont au nombre de 6,5 millions soit 9,7 % de la population totale (66,9 millions) dont 4,3 millions (6,4 %) nés hors d'Europe6,7. Les descendants directs d'immigrés (personnes nées en France et ayant au moins un parent immigré) sont eux estimés à 7,5 millions, soit 11,2 % de la population dont la moitié sont issus d'un couple « mixte ». Au total, immigrés et descendants directs d'au moins un immigré sont au nombre de 14 millions, soit 20,9 % de la population en 2018. Parmi eux 5,3 millions (7,9 %) sont d'origine européenne et 8,7 millions (13 %) d'origine non-européenne dont 4,3 millions (6,4 %) d'origine maghrébine, 2

million (3 %) d'origine subsaharienne et 0,5 million (0,7 %) d'origine turque^{8,9,10}.

Selon l'INED, et sur la base du recensement de 1999, parmi la population vivant en France, environ 13,5 millions de personnes ont une origine étrangère totale ou partielle sur trois générations, soit 23 % de la population¹⁴. On estime en 2002 qu'environ un tiers des Français ont « une ascendance étrangère » si l'on remonte aux arrière-grands-parents¹⁵. En 2011, on comptait 8,7 % d'immigrés, 19,2 % de personnes d'origine étrangère sur deux générations et près de 30 % sur trois générations¹⁶. Selon une étude en 2015, entre 12 et 14 millions de Français, soit entre 18 et 22 % de la population totale, ont au moins un de leurs grands-parents né dans un territoire non européen¹⁷. On peut estimer que, sur quatre générations, « un quart des Français ont une origine extra-

européenne » et « un autre quart ont un grand-parent au moins issu des immigrations intra-européennes ». Selon Cris Beauchemin, chercheur à l'INED, on peut estimer en 2018 que deux personnes sur cinq (soit 40 % de la population vivant en France) sont issues de l'immigration sur trois générations.

La France compte proportionnellement davantage de personnes « issues de l'immigration », c'est-à-dire elles-mêmes immigrées ou dont un parent au moins est immigré, parmi les personnes âgées de 25 à 54 ans que dans les autres classes d'âges, avec 13,1 % d'immigrés et 13,5 % d'enfants d'immigrés, soit un total de 26,6 %. De ce point de vue, elle devance notamment le Royaume-Uni (24,4 %), les Pays-Bas (23,5 %), la Belgique (22,8 %), l'Allemagne (21,9 %) et l'Espagne (20,2 %), mais se trouve en retrait par rapport au Luxembourg (61,9 %), à la Suisse (46,4

%) et à la Lettonie (29,2 %)20. Cependant cette notion est contestée par des chercheurs, qui dénoncent en 1988 que « les jeunes “d’origine immigrée” n’existent pas ».

En 2011, 30,2 % des jeunes de moins de 18 ans en métropole ont un ascendant immigré sur trois générations, dont 19,3 % d’immigration extra-européenne22,23. En 2018, 31,4 % des nouveau-nés en métropole ont au moins un parent né à l’étranger, dont 27,5 % au moins un parent né hors de l’Union européenne.

En France, 40 % des personnes nées entre 2006 et 2008 ont au moins un parent ou grand-parent immigré, dont 10 % ont deux parents immigrés, dont 27 % d’origine extra-européenne (16 % du Maghreb).

Les Français tendent à très largement surestimer la part des immigrés dans la population. D’après une étude menée en

2014 par le quotidien britannique The Guardian et l'agence Ipsos, les Français pensent que la population française est composée à 28% d'immigrés soit environ trois fois plus que la réalité.

Comme chaque année, la Direction générale des étrangers en France (DGEF) du ministère de l'intérieur publie les statistiques de l'immigration, de l'asile et de l'accès à la nationalité française.

Les données publiées le 12 juin 2020 en matière d'immigration sont les chiffres définitifs pour 2019 pour les visas, les éloignements, les demandes d'asile et les acquisitions de la nationalité française. S'agissant de l'admission au séjour, les chiffres sont néanmoins provisoires.

En 2019, la France a délivré 3 534 999 visas (-1% par rapport à 2018). La Chine reste le premier pays d'origine des titulaires de visas, avec 757 500 visas

délivrés en 2019 (contre 876 559 en 2018), suivie par la Russie (486 706) et le Maroc (346 032).

Environ 274 700 premiers titres de séjour ont été délivrés (+6,1% par rapport à 2018). Le motif familial reste le premier motif d'attribution d'un titre de séjour mais diminue d'environ 1000 unités depuis l'année dernière. Le motif d'admission au titre d'étudiant n'a jamais été aussi important (90 006), il est toutefois inférieur aux estimations du mois de janvier qui prévoyaient 91 495 admissions. L'immigration professionnelle, en augmentation, représente désormais plus de 14% des titres délivrés. Par ailleurs, le ministère estime que le passeport talent, destiné à attirer des personnes hautement qualifiées, a été délivré à 35 200 personnes dont 13 500 primo-demandeurs.

Concernant les immigrés en situation irrégulière, 23 746 mesures d'éloignement

ont été exécutées en 2019 (+20,6%) contre 19 957 en 2018, dont 8 858 éloignements forcés de ressortissants de pays tiers hors Union européenne vers les pays tiers.

Le nombre de demandes d'asile est désormais basé sur le système d'information (SI-Asile) déployé en guichets uniques de demandes d'asile (Guda) et complété par les données l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) et de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). En 2019, 177 822 demandes d'asile ont été adressées à la France. La hausse des demandes, de 9,3 %, s'explique en partie par la prise en compte des demandes régies par la procédure de Dublin, qui ne relève pas de l'Ofpra. Alors qu'en 2018, l'Afghanistan, la Guinée et l'Albanie étaient les trois pays en tête pour les premières demandes d'asile, l'Afghanistan (10 258 demandes), le

Bangladesh (6 198) et la Géorgie (5 760) occupent les premières positions en 2019.

L'Ofpra et la CNDA ont prononcé 36 275 décisions accordant un statut de protection (réfugié ou protection subsidiaire, hors mineurs accompagnants), contre 33 330 en 2018, soit une progression de 8,8 %. Le taux final d'admission au statut de réfugié est de 38,1% en 2019 (35,6% en 2018).

S'agissant des naturalisations, les données définitives correspondent aux estimations réalisées en janvier 2020. Les acquisitions de nationalité par décret passent de 55 830 en 2018 à 49 671 en 2019 (-11%). En revanche, les acquisitions par déclaration progressent de 16,7%. Globalement, 112 626 personnes ont acquis la nationalité française, soit 2,4 % de plus qu'en 2018.

CHAPITRE I

La France est le plus ancien pays d'immigration en Europe. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle une immigration de masse est venue combler les pénuries de main-d'œuvre. Elle a vocation à être exemplaire dans la définition et l'application d'une politique migratoire généreuse. Or, depuis une vingtaine d'années, les gouvernements successifs ont échoué à déployer une stratégie conforme à l'idéal d'une nation ouverte et humaniste.

D'abord frontalière (allemande, belge), elle s'est diversifiée à la fin du XIX^e siècle, et plus encore après la Première Guerre mondiale, pour répondre aux besoins de reconstruction du pays. Les immigrations italienne (communauté la plus nombreuse en 1930) et polonaise ont largement contribué à alimenter les secteurs de la mine, du bâtiment et de l'industrie sidérurgique et métallurgique.

Aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale le paysage migratoire s'est diversifié car l'immigration italienne, moins importante que prévue, a été remplacée par une immigration de courte durée, espagnole, portugaise, yougoslave, turque, tunisienne, marocaine et, enfin, originaire des pays subsahariens. L'immigration algérienne, quant à elle, est bien plus ancienne puisqu'elle a commencé dès la fin du XIXe siècle.

L'arrêt de l'immigration de travail salarié décidé par l'État en 1974 a accéléré le regroupement familial des non-Européens, peu nombreux à retourner dans leurs pays alors que les Européens bénéficiaient progressivement de la liberté de circulation, d'installation et de travail.

Aujourd'hui le paysage migratoire s'est considérablement diversifié en raison également de l'afflux de demandeurs d'asile arrivés d'Amérique latine, d'Asie et

d'Afrique. De nouvelles filières migratoires (chinoise, indienne, pakistanaise) se développent, comme celles en provenance de l'Est de l'Europe, avec les immigrés qualifiés roumains et bulgares, les réfugiés tchéchènes et les migrants de transit venus de l'ex-Yougoslavie et de Roumanie – essentiellement des Roms.

A l'instar du Portugal, qui accorde un titre de séjour jusqu'au 30 juin, un collectif demande l'obtention d'une carte de résident pour les personnes migrantes afin qu'elles puissent accéder à un travail et à un logement digne.

Pour une régularisation des migrants sur le sol français et européen

Tribune. Nous vivons aujourd'hui une situation de crise sanitaire mondiale inédite face à laquelle les plus vulnérables d'entre nous sont les plus exposés. Aujourd'hui

environ 500 000 personnes sans-papiers sont présentes sur le sol français, elles sont environ 4 millions sur le territoire de l'Union européenne, vivant souvent dans des conditions précaires inadmissibles et rendant impossible le respect des mesures préconisées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour lutter contre la diffusion du coronavirus.

Le Portugal a décidé d'accorder un titre de séjour temporaire (jusqu'au 30 juin) aux migrants(es) présent(es) sur son territoire. Une vingtaine de députés français demande également la régularisation temporaire des sans-papiers présents sur le territoire français pendant l'épidémie de coronavirus ; ils invoquent «une mesure de salubrité publique» face à la «situation dramatique des sans-papiers et des sans-abri». Si cette mesure permettra à certaines personnes sans papiers d'améliorer provisoirement leur situation, elle ne doit

pas se faire au détriment de conditions de travail dignes et sécurisées. Nous demandons pour tous les travailleurs et travailleuses l'application du code du travail, en y ajoutant les mesures prescrites par l'OMS. Pour que le temporaire devienne permanent

Nous soulevons la question éthique posée par l'embauche temporaire de personnes dites «migrantes» pour pallier la pénurie de personnel en France et la diminution de la main-d'œuvre disponible liée à la pandémie et la fermeture des frontières. Nous soutenons cette mesure minimale, mais nous appelons à aller plus loin. Pour que l'autorisation de séjour ne soit pas qu'un instrument pour déléguer le travail durant la pandémie, il faut que le temporaire devienne permanent. C'est pourquoi nous demandons qu'une carte de résident soit attribuée à toutes les personnes migrantes, afin de leur permettre